

La fête est finie pour les pays émergents. Le Brésil, la Russie, l'Inde la Chine et l'Afrique du Sud, les BRICS censés construire le monde de demain sont dans une impasse. Leur développement se heurte à trois séries d'obstacles : le premier, le ralentissement de la croissance mondiale et ses effets sur les cours des matières premières, le deuxième est lié à la rupture de la dynamique de leurs échanges croisés.

**Moins de croissance mondiale**, c'est une demande de matière première au ralenti et des prix qui baissent. L'indice GSCI, qui reprend l'évolution des cours d'un panier de biens, est très loin de ses sommets. Il a perdu plus de 50% de sa valeur par rapport à son record historique, se situe 30% en dessous des valeurs de 2011-2013 pour finalement évoluer à un niveau proche de celui du milieu des années 2000. Or que ce soit pour la Russie, le Brésil, ou l'Afrique du Sud, les recettes extérieures tirées des matières premières sont au cœur de leur modèle économique. Il suffit de superposer le cours du Brent et le PIB russe par exemple, ou le PIB brésilien et l'indice GSCI pour prendre la mesure de la force de ce lien. C'est une évidence ces pays se sont engouffrés dans la valorisation de leurs ressources naturelles au détriment du développement de leur industrie manufacturière au cours des années 2000. La rente, au lieu d'être réinvestie en interne, pour moderniser les pays a permis de financer des programmes politiques en faveur des catégories pauvres et modestes soit a été rentabilisée hors du territoire *via* des compagnies *off-shore*. Mais c'est un mirage et le reflux des cours des commodités a précipité leur chute.

Deuxième écueil, la **rupture de la dynamique des échanges intra-BRICS**, échanges qui n'ont cessé de prendre de l'importance ces 20 dernières années avec une partition des rôles un peu caricaturale : la Chine et l'Inde

se placent comme de grands fournisseurs de produits manufacturés à des prix attractifs, alors que la Russie, le Brésil et l’Afrique du Sud, sont des fournisseurs de matières premières énergétiques et agricoles. La Chine et la Russie, par exemple, signent dès 2014 un accord énergétique pour la construction d’un gazoduc reliant les deux pays ; 20% des échanges commerciaux du Brésil reposent désormais sur la seule Chine par l’importation de produits manufacturés, lorsque cette dernière est la première acheteuse de pétrole et de minerais brésiliens. L’Inde de son côté est tournée vers l’Afrique, véritable réservoir de matières premières. Ses échanges avec l’Afrique du Sud sont passés de 3 à 70 milliards de dollars en 15 ans. Le *boum* de ses échanges croisés ont finalement permis à ces pays de traverser la grande récession sans trop de casse mais ils se retrouvent aujourd’hui piégés par le ralentissement chinois qui pénalise en retour ses principaux fournisseurs. Pour eux, c’est la double peine, les cours sont en baisse et les volumes aussi. Un cercle vicieux qui s’auto-renforce et se referme sur l’ensemble des émergents.

Troisième frein, **l’épuisement des gains de productivité**. Ce ralentissement est intervenu après un rattrapage technologique, commercial et éducatif rapide et marqué dans les années 2000. Quand on est loin en arrière, il suffit d’imiter ceux qui sont devant. C’est facile et cela peut être très rapide au départ. Les effets sur la croissance sont en outre démultipliés par la nécessité de développer ses infrastructures. Mais quand on s’approche de la tête le rythme ralentit naturellement marquant le passage délicat d’un appareil productif dont le développement s’appuie sur l’attraction de technologies et des capitaux étrangers sur des secteurs intensifs en main d’œuvre, à un nouveau modèle de croissance, porté par des gains de productivité, la montée en gamme et une plus forte intensité technologique de la production locale. Sans parler de la difficulté à formaliser les relations économiques à l’instar de l’Inde qui paie cher les réformes pour combattre l’économie souterraine. C’est la « trappe à revenus intermédiaires » où sont piégés des pays trop riches pour bénéficier d’une main d’œuvre à bas coût mais pas assez pour concurrencer les pays avancés sur des produits haut de gamme. Le gonflement de l’endettement extérieur, les conséquences de la guerre commerciale sino-américaine vont également dans le sens d’un coup de frein général.

Apparus au début des années 2000, les BRIC devaient être les puissances montantes appelées à déloger les vieux pays riches. 20 ans après, ces économies n’ont même plus le souffle d’assurer l’essor et la prospérité de leurs classes moyennes et toutes se crispent sur des solutions politiques autoritaires.